

### 1 Médicaments et dispositifs médicaux

---

- Nouvelle Commission : les médicaments restent dans le giron du commissaire en charge de la santé, et les dispositifs médicaux seront transférés à la DG Entreprise
- EMA : nouvelle politique de publication des rapports cliniques
- Conseil de l'UE : rapport d'avancement des travaux sur les deux projets de règlements sur les dispositifs médicaux et les dispositifs de diagnostics in vitro
- Commission européenne : avis final sur la sécurité des arthroplasties métal-sur-métal avec un focus particulier sur les implants de la hanche

### 2 Santé publique

---

- Commission européenne : rapport sur l'impact de l'information sur les choix des patients
- Commission européenne : rapport d'exécution de la communication de la Commission sur «Les maladies rares: un défi pour l'Europe»
- Réseau HTA : nouvelle stratégie de coopération européenne sur l'évaluation des technologies de la santé
- Lancement du 4ème Code européen de lutte contre le cancer
- Commission européenne : rapport de mise en œuvre des actions pour traiter Alzheimer
- Conseil EPSCO : le Luxembourg sensibilise par rapport aux critères d'admissibilité de certains donneurs du sang
- Conseil EPSCO : la vaccination, un outil de santé publique performant
- Conseil EPSCO : conclusions sur la sécurité des patients et la qualité des soins, y compris la prévention des infections associées aux soins de santé et la lutte contre celles-ci et la résistance aux antimicrobiens
- Conseil EPSCO : conclusions sur la qualité des soins et l'innovation dans l'intérêt des patients
- Lettre de mission à Vytenis P. Andriukaitis, Commissaire en charge de la santé
- EXPH : avis sur un futur Agenda de l'UE sur la sécurité des patients et la qualité des soins
- OCDE et Commission européenne : Panorama de la santé Europe 2014
- Conseil Santé : contribution du secteur de la santé aux objectifs d'Europe 2020
- Conseil de l'UE : statistiques sur les dépenses de santé et leur financement
- ECDC : les cas de sida augmentent dans les groupes à risque dans l'UE

### 3 Politique sociale

---

- Conseil EPSCO : la directive 'égalité de traitement' au placard
- Conseil EPSCO : examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020, y compris l'évaluation du Semestre européen
- Commission européenne : projet de rapport conjoint sur l'emploi 2015

- Commission européenne : consultation publique sur le temps de travail
- Commission européenne et CPS : une protection sociale adéquate au vu des besoins de soins de longue durée dans une société vieillissante
- CPS : examen des réformes récentes dans le domaine de la politique sociale pour une Europe équitable et compétitive
- CPS et CE : avis conjoint sur l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020
- Commission européenne : rapport sur le vieillissement de la population en Europe : faits, implications et politiques

#### **4 E-Health**

---

- Commission européenne : vue d'ensemble des législations nationales sur les dossiers de santé électroniques
- La Commission européenne et le secteur européen des données lancent un partenariat de 2,5 milliards d'euros pour la maîtrise des méga-données
- Réseau e-Health : adoption de lignes directrices sur les prescriptions électroniques

#### **5 Politique économique**

---

- Parlement européen : le PE demande un suivi plus strict et plus démocratique des recommandations de politique économique et budgétaire par pays
- Comité économique et financier et du Comité de politique économique : révision à mi-parcours de la stratégie Europe2020
- Commission européenne : identifier les défis de viabilité budgétaire dans les domaines des pensions, des soins de santé et des politiques de soins de longue durée
- Commission européenne : les Etats membres répondent-ils aux recommandations spécifiques par pays du Semestre européen ?
- Commission européenne et Comité de politique économique : rapport 2015 sur le vieillissement, hypothèses sous-jacentes et méthodologies de projection
- Lettonie : sixième mission de surveillance post-programme
- Lettonie : avantages de l'Euro et nouveaux défis
- Irlande : seconde mission de surveillance post-programme
- Commission européenne : examen annuel de croissance 2015
- Commission européenne : projets de plans budgétaires 2015 de sept Etats membres en risque de non-conformité
- Lettre de mission de Jean-Claude Juncker à Valdis Dombrovskis vice-président pour l'Euro et le Dialogue Social

#### **6 Jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal de l'UE**

---

- Arrêt CJUE : un ovule qui ne peut se développer en être humain est brevetable
- Arrêt CJUE : remboursement des frais médicaux engagés à l'étranger
- Arrêt CJUE : droit du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament de référence de s'opposer à la mise sur le marché d'un générique
- Arrêt CJUE : règles de calcul des indemnités d'accident du travail défavorables aux travailleurs masculins
- Arrêt CJUE : service de transport sanitaire d'urgence et maîtrise des coûts

- Arrêt CJUE : exclusion d'un établissement hospitalier public aux procédures d'attribution de marchés publics
- Arrêt TUE : condamnation de l'Ordre national des pharmaciens français pour restriction de la concurrence sur le marché des analyses de biologie médicale
- Conclusions : règles de calcul des pensions d'invalidité permanente réduisant le montant de la pension due à des travailleurs à temps partiel et introduisant de ce fait une discrimination fondée sur le sexe, contraire au droit communautaire
- Conclusions : responsabilité du producteur en cas de dispositifs médicaux défectueux et de dommages causés par des lésions
- EFTA : Lettre de notification formelle à la Norvège quant aux critères d'accès aux soins hospitaliers dans d'autres Etats de l'EEA

## **7** Concurrence

---

- Commission européenne : publication du 5ème rapport sur les règlements amiables en matière de brevets dans le secteur pharmaceutique
- Concentrations : la Commission autorise l'acquisition, sous conditions, de Covidien par Medtronic
- Concentrations : la Commission autorise, sous conditions, l'acquisition d'une partie des activités de Cegecim par IMS Health
- Aides d'État : le système slovaque d'assurance maladie obligatoire ne comporte aucune aide d'État
- Aides d'État : enquête approfondie au sujet d'une partie du financement public des hôpitaux publics bruxellois IRIS
- Allemagne : le Bundeskartellamt renforce la concurrence dans la vente de bandes test de glycémie en Westphalie-Lippe
- Bulgarie : la Commission pour la protection de la concurrence recommande une représentation plus large des parties intéressées dans la procédure d'adoption des actes réglementaires dans le domaine des soins de santé
- France : l'Autorité de la concurrence inflige une amende pour refus abusif de vente de bases de données d'informations médicales à des laboratoires pharmaceutiques
- Pays-Bas : les prestataires de soins de santé Kwadrantgroep, Antonius Zorggroep en Nij Smellinghe/Pasana peuvent fusionner

## **8** Procédures d'infraction

---

- Pays-Bas et Portugal : transposition complète des règles concernant les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers
- République Tchèque, Roumanie, Slovaquie : transposition complète des règles concernant les soins de santé transfrontaliers
- Roumanie : transposition complète des règles sur la reconnaissance des prescriptions délivrées dans un autre État membre

## **9** Divers

---

- Réseaux de référence européens : rapport de conférence
- Conseil : accord partiel sur la protection des données administratives
- Eurostat : le cancer responsable d'un décès sur quatre dans l'UE28 en 2011

- Eurofound : rapport sur l'accès aux soins de santé en période de crise
- OCDE: Santé, Austerité et Crise économique - Evaluation à court terme dans les pays de l'OCDE
- OCDE : les gouvernements doivent s'attaquer aux variations géographiques dans l'utilisation des soins de santé
- Publication: Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les politiques de santé de l'Union européenne sans jamais oser le demander
- Publication: crise économique, systèmes de santé et santé en Europe : impact et incidences politiques
- Première analyse des offres d'accès au marché dans le cadre des pourparlers Tisa
- TTIP : le Conseil UE déclassifie le mandat de négociations
- Publication: les soins de santé transfrontaliers en Europe
- ECDC : la résistance aux antibiotiques est préoccupante
- EAHP : sondage sur la pénurie de médicaments
- Article : inquiétudes des acteurs de la santé sur le TTIP
- Article : Les docteurs peuvent-ils être formés dans une semaine de travail de 48 heures ?
- Parlement européen: état des lieux sur TTIP
- Eurohealth : édition spéciale dans le cadre du Forum Gastein
- Conseil nordique des ministres : les perturbateurs endocriniens grèvent lourdement les budgets de la santé

## 1 Médicaments et dispositifs médicaux

### 🔵 **Nouvelle Commission : les médicaments restent dans le giron du commissaire en charge de la santé, et les dispositifs médicaux seront transférés à la DG Entreprise**

Les produits pharmaceutiques resteront finalement de la responsabilité de la DG de la santé. La politique en la matière sera conjointement du ressort de M. Vytenis Andriukaitis, commissaire en charge de la santé, et d'Elzbieta Bienkowska, la commissaire au marché intérieur, à l'industrie, aux entreprises et aux PME. Les dispositifs médicaux seront néanmoins transférés à la DG Entreprise. Dans la première mouture proposée par Jean-Claude Juncker, les questions liées au secteur pharmaceutique relevaient également de la responsabilité du DG industrie. Mais ce choix a déclenché une violente levée de boucliers, notamment au sein du Parlement européen et parmi les groupes d'intérêts.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

### 🔵 **EMA : nouvelle politique de publication des rapports cliniques**

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a décidé de publier les rapports cliniques qui sous-tendent la prise de décisions sur les médicaments. La politique est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 et s'appliquera aux rapports cliniques contenus dans toutes les demandes d'autorisation de commercialisation centralisée soumises après cette date. Les rapports seront publiés dès l'adoption de la décision sur la demande.

DOC [EN](#) PDF

### 🔵 **Conseil de l'UE : rapport d'avancement des travaux sur les deux projets de règlements sur les dispositifs médicaux et les dispositifs de diagnostics in vitro**

Le Conseil Santé a pris note du rapport de la Présidence italienne sur l'état d'avancement des travaux sur les deux projets de règlements relatifs l'un aux dispositifs médicaux et l'autre aux dispositifs médicaux de diagnostics in vitro. En l'absence de compromis, l'Italie s'est résolue à transmettre le dossier à la Présidence lettone pour qu'elle poursuive le travail.

### Commission européenne : avis final sur la sécurité des arthroplasties métal-sur-métal avec un focus particulier sur les implants de la hanche

Dans cet avis, la Commission européenne et son Comité Scientifique Non-alimentaire sur les Risques pour la Santé Nouvellement Identifiés concluent qu'en raison du risque plus élevé pour la santé comparé aux implants alternatifs, l'usage d'arthroplasties métal-sur-métal de la hanche devrait être considéré avec précaution et au cas par cas.

DOC [EN](#) PDF

## 2 Santé publique

### Commission européenne : rapport sur l'impact de l'information sur les choix des patients

Ce document fait part des résultats d'une étude mesurant l'impact de l'information sur le choix des patients dans le cadre de la Directive 2011/24/EU dans huit Etats membres de l'Union.

DOC [EN](#) PDF

### Commission européenne : rapport d'exécution de la communication de la Commission sur «Les maladies rares: un défi pour l'Europe»

Le rapport livre un bilan de l'application de la stratégie sur les maladies rares et fait le point sur les progrès réalisés et sur les enseignements ainsi acquis. Il tire des conclusions sur la façon dont les mesures prévues par la communication de la Commission et la recommandation du Conseil de 2009 ont été mises en place et conclut à la nécessité d'actions supplémentaires pour améliorer la vie des patients et de leurs familles.

DOC [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF

### Réseau HTA : nouvelle stratégie de coopération européenne sur l'évaluation des technologies de la santé

Les technologies de la santé sont l'application des connaissances scientifiques dans le domaine des soins médicaux et de la prévention des maladies. Le réseau sur l'évaluation des technologies de la santé (HTA) est un réseau indépendant mis en place dans le cadre de la Directive 2011/24 (article 15) rassemblant tous les Etats membres et les parties prenantes. L'initiative conjointe EUnetHTA fournit un soutien scientifique et technique au réseau. Ce dernier a adopté une nouvelle stratégie de coopération au niveau de l'UE.

DOC [EN](#) PDF

### Lancement du 4ème Code européen de lutte contre le cancer

Le nouveau Code européen contre le cancer formule 12 recommandations afin de prévenir le cancer, notamment éviter le tabac, l'alcool et l'exposition excessive au soleil, maintenir un poids sain et être physiquement actif. Le Code prône également la participation aux programmes organisés de dépistage du cancer de l'intestin, du sein et du col utérin.

DOC [EN](#) HTML

### Commission européenne : rapport de mise en œuvre des actions pour traiter Alzheimer

Le rapport présente les principales activités menées depuis 2009 et résume les principales réalisations. Un large éventail d'activités a été mis en œuvre dans le cadre de la politique de santé et d'autres domaines politiques de l'UE.

DOC [EN](#) PDF

### Conseil EPSCO : le Luxembourg sensibilise par rapport aux critères d'admissibilité de

### **certains donneurs du sang**

Lors du Conseil EPSCO réunissant les ministres de la santé du 1er décembre 2014, le Luxembourg a présenté une note sur l'accès des homosexuels aux dons de sang, soulignant que l'exclusion du don de sang doit être basée sur un comportement à risque et non pas sur une orientation sexuelle.

DOC [EN](#) PDF

### **Conseil EPSCO : la vaccination, un outil de santé publique performant**

Dans leurs conclusions sur la vaccination, les ministres de la santé plaident pour plus de vaccination des personnels de santé, et le développement de la recherche de nouveaux vaccins. Face au "nombre croissant de refus de vaccination dans certains États membres", ils rappellent qu'il "est important que la population comprenne l'intérêt des vaccinations". "

DOC 1 [FR](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

### **Conseil EPSCO : conclusions sur la sécurité des patients et la qualité des soins, y compris la prévention des infections associées aux soins de santé et la lutte contre celles-ci et la résistance aux antimicrobiens**

Le Conseil invite les Etats membres à promouvoir entre autres la formation du personnel de santé sur les infections nosocomiales ou encore à instaurer des directives volontaires visant à établir des normes sur la sécurité du patient.

DOC 1 [FR](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

### **Conseil EPSCO : conclusions sur la qualité des soins et l'innovation dans l'intérêt des patients**

Le Conseil invite les Etats membres à renforcer l'échange effectif d'informations sur les prix des médicaments et les dépenses consacrées aux médicaments, y compris les médicaments innovants ainsi qu'à soutenir la recherche afin de "mieux comprendre comment les prix des produits pharmaceutiques peuvent être fixés. "

DOC 1 [FR](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

### **Lettre de mission à Vytenis P. Andriukaitis, Commissaire en charge de la santé**

Dans sa lettre de mission, Jean-Claude Juncker recommande au Commissaire en charge de la santé notamment de développer l'expertise sur les évaluations de performance de systèmes de santé, tirant des leçons des expériences récentes et de projets de recherche financés par l'UE pour améliorer l'information par pays et la diffuser auprès des politiques tant au niveau national qu'europpéen. Selon la lettre, cette expertise peut apporter un éclairage utile sur le travail du Semestre européen.

DOC [EN](#) PDF

### **EXPH : avis sur un futur Agenda de l'UE sur la sécurité des patients et la qualité des soins**

Dans son avis, le groupe d'experts chargé de fournir des avis sur des moyens efficaces d'investir dans la santé (EXPH) a identifié un sous-ensemble de dimensions communément acceptées de qualité et de sécurité applicables à tous les services de santé. Ceux-ci devraient être une priorité au niveau de l'UE afin d'améliorer la qualité des soins de santé. Quel que soit le niveau de soins de santé fournis, tous les services doivent être efficaces, sûrs, appropriés, centrés sur le patient, et équitables.

DOC [EN](#) PDF

### **OCDE et Commission européenne : Panorama de la santé Europe 2014**

Panorama de la santé: Europe 2014 présente les données les plus récentes sur l'état de santé de la population, les facteurs de risque pour la santé et l'accès à des soins de qualité recueillies dans tous les États membres de l'Union européenne, les pays candidats et les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [FR](#) - [EN](#) HTML

### ➤ **Conseil Santé : contribution du secteur de la santé aux objectifs d'Europe2020**

Le Conseil Santé a lancé un débat sur l'apport du secteur de la santé à la stratégie Europe 2020 sur base d'une note de la présidence. Les États membres ont reconnu que la santé était non seulement un facteur important pour le bien-être social, mais contribuait aussi à la croissance économique et à l'emploi. Plusieurs délégations en appellent à une réflexion plus profonde sur le rôle joué par une population saine dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe2020, notamment ceux liés à l'emploi, la recherche et l'éducation. Par contre, l'addition d'un objectif spécifique lié à la santé n'emporte pas l'adhésion.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

### ➤ **Conseil de l'UE : statistiques sur les dépenses de santé et leur financement**

Le Conseil a décidé de ne pas s'opposer à l'adoption d'un règlement de la Commission sur l'établissement d'un cadre commun pour la production systématique de statistiques européennes sur les dépenses de santé et leur financement.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

### ➤ **ECDC : les cas de sida augmentent dans les groupes à risque dans l'UE**

Selon les derniers chiffres publiés par le Centre Européen pour la Prévention et le Contrôle des Maladies (ECDC), le nombre de nouveaux cas de sida diagnostiqués en Europe augmente, contrairement à une tendance mondiale à la baisse. Dans l'Union européenne et dans l'Espace économique européen, 29 000 nouveaux cas de sida ont été enregistrés en 2013.

DOC [EN](#) PDF

## **3 Politique sociale**

### ➤ **Conseil EPSCO : la directive 'égalité de traitement' au placard**

L'échange de vues des ministres européens de l'emploi sur la proposition de directive sur l'égalité de traitement a montré que des avancées ont été réalisées, mais un consensus sur ce dossier reste encore éloigné. La Belgique, le Royaume-Uni et la Slovaquie restent réticents, particulièrement vis-à-vis de la protection sociale (y compris les soins de santé) et l'éducation. Et si la directive devait toucher à ces deux domaines, elle ne devrait le faire que sous un seul angle, celui de l'accès physique, ont insisté plusieurs ministres.

DOC [EN](#) PDF

### ➤ **Conseil EPSCO : examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020, y compris l'évaluation du Semestre européen**

Les ministres des affaires sociales ont au sein du Conseil tenu un débat d'orientation sur l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 et sur le Semestre européen reconnaissant qu'il convenait de mieux coordonner et équilibrer les politiques menées en matière économique et budgétaire et dans le domaine social, de façon à atteindre des niveaux suffisants de croissance, de création d'emplois et de cohésion sociale.

DOC [FR](#) - [EN](#) PDF

### ➤ **Commission européenne : projet de rapport conjoint sur l'emploi 2015**

Le projet, publié conjointement avec l'examen annuel de la croissance 2015, révèle que des États membres réexaminent leurs dépenses de santé, dont ils cherchent à améliorer le rapport qualité-prix et l'efficacité, tout en mettant en place des outils plus performants de maîtrise des coûts. Dans certains États membres, les personnes en situation de vulnérabilité et à faible revenu ont continué à rencontrer des difficultés dans l'accès aux soins de santé.

DOC 1 [FR/EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

### Commission européenne : consultation publique sur le temps de travail

La Commission européenne a lancé, le 21 novembre dernier, une consultation publique sur le temps de travail. Cette initiative s'inscrit dans le contexte de la révision de la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail et les éventuelles modifications de cette directive. La problématique du temps de garde dans le secteur médical est particulièrement importante.

DOC [FR/NL/EN](#) HTML

### Commission européenne et CPS : une protection sociale adéquate au vu des besoins de soins de longue durée dans une société vieillissante

Ce rapport préparé conjointement par le Comité de protection sociale (CPS) et la Commission européenne est un plaidoyer en faveur d'une protection sociale adéquate contre le risque que constituent les soins de longue durée. Les services actuellement offerts, les défis, les évolutions prévues et les pistes politiques y sont analysés. Une annexe contient des fiches par pays reprenant les besoins et les services offerts dans chacun des États membres de l'UE.

DOC [EN](#) HTML

### CPS : examen des réformes récentes dans le domaine de la politique sociale pour une Europe équitable et compétitive

Le Conseil EPSCO a approuvé le rapport 2014 du Comité de protection sociale sur les réformes sociales mises en œuvre pour une Europe équitable et compétitive, qui contient des messages clés pour l'examen annuel de la croissance 2015. Le chapitre 4 de ce rapport est dédié aux réformes récentes pour des soins de santé et des soins de longue durée accessibles, de qualité et viables. Ce chapitre fournit un aperçu stratégique complet des réformes entreprises dans ces domaines qui constituent un axe central de la méthode ouverte de coordination.

DOC [EN](#) PDF

### CPS et CE : avis conjoint sur l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020

Le Conseil a approuvé une contribution commune du Comité de l'emploi (CE) et du Comité de la protection sociale. Cet avis insiste sur la responsabilité première des Conseils Emploi et ECFIN dans la mise en œuvre du Semestre européen sur base d'un partenariat juste. Le CE et le CPS veulent mieux soutenir les deux conseils dans les domaines des pensions, de soins de santé et des soins de longue durée. Les deux formations du Conseil devraient débattre de toutes les questions relevant de leur domaine de compétences sans interférer dans le domaine de l'autre, notamment dans le contexte des procédures des déséquilibres macroéconomiques. L'avis insiste par ailleurs sur la nécessité d'élargir les réseaux à une large frange d'acteurs importants et suggère des améliorations de la procédure d'adoption des recommandations spécifiques par pays, les documents de travail des services de la Commission, la surveillance multilatérale et la pression des pairs.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) PDF | DOC 2 [FR](#) - [EN](#) PDF

### Commission européenne : rapport sur le vieillissement de la population en Europe : faits, implications et politiques

Cette publication vise à répondre à la question de savoir comment l'Europe est préparée pour faire face au vieillissement de la population. Elle décrit le contexte en analysant l'approche européenne de l'évolution démographique et du vieillissement de la population et se penche sur un certain nombre de questions clés liées à la croissance économique, au marché du travail, au bien-être et à la retraite.

DOC [EN](#) PDF



## 4 E-Health

---

### Commission européenne : vue d'ensemble des législations nationales sur les dossiers de santé électroniques

L'étude donne un aperçu des lois nationales sur les dossiers de santé électroniques (DSEs) au sein des États membres de l'UE et évalue l'interaction de ces lois nationales avec la fourniture de services de santé en ligne transfrontaliers mentionnés dans la directive sur les droits des patients aux soins de santé transfrontaliers (2011/24/UE). Pour chaque État membre, un rapport spécifique détaille les exigences légales applicables aux DSEs.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

### La Commission européenne et le secteur européen des données lancent un partenariat de 2,5 milliards d'euros pour la maîtrise des méga-données

Le PPP vise à soutenir la recherche d'idées révolutionnaires sur les mégadonnées et l'innovation en la matière, dans des secteurs tels que la santé, pour fournir des services, par exemple, d'analyse prédictive, et de médecine personnalisée.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

### Réseau e-Health : adoption de lignes directrices sur les prescriptions électroniques

Le Réseau e-Health a adopté des lignes directrices sur les prescriptions électroniques aux fins de faciliter l'interopérabilité entre les États membres. Ces lignes décrivent les données nécessaires pour le partage transfrontalier des prescriptions et les données à transférer moyennant le consentement des patients pour recourir aux services d'ePrescriptions. Les directives peuvent être utilisées par les États membres sur une base volontaire.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

## 5 Politique économique

---

### Parlement européen : le PE demande un suivi plus strict et plus démocratique des recommandations de politique économique et budgétaire par pays

Le Parlement européen a adopté le rapport "De Backer" sur le Semestre européen demandant un suivi plus strict et plus démocratique des recommandations de politique économique et budgétaire par pays. Adopté le 22 octobre 2014 en session plénière, le rapport demande notamment à la Commission de présenter des rapports trimestriels au Parlement européen sur les mesures mises en place afin d'assurer la mise en œuvre des recommandations par pays et sur les progrès déjà réalisés.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML | DOC 3 [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF

### Comité économique et financier et Comité de politique économique : révision à mi-parcours de la stratégie Europe2020

Le Comité économique et financier et le Comité de politique économique ont émis un avis conjoint sur la révision à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 et sa mise en œuvre dans le cadre du Semestre européen. Les comités suggèrent entre autre un effort plus important au niveau national et européen pour engager un dialogue structuré avec les parlements nationaux et les partenaires sociaux.

DOC [EN](#) PDF

### Commission européenne : identifier les défis de viabilité budgétaire dans les domaines des pensions, des soins de santé et des politiques de soins de longue durée

Ce rapport présente un cadre d'évaluation horizontale utilisée par les services de la Commission pour identifier les réformes structurelles et budgétaires jugées nécessaires pour faire face aux défis en matière de viabilité budgétaire dans les États membres dans les

domaines de : i) la politique des retraite; ii) la politique des soins de santé; et iii) la politique de soins à long terme. Ce cadre d'évaluation est la première étape vers la définition des recommandations spécifiques par pays dans le cadre du Semestre européen.

DOC [EN](#) PDF

#### Commission européenne : les Etats membres répondent-ils aux recommandations spécifiques par pays du Semestre européen ?

Ces quatre dernières années, l'UE a adressé aux Etats membres des recommandations spécifiques par pays relatives aux réformes économiques dans le cadre du Semestre européen. Selon une publication de la DG ECFIN, sur l'ensemble de l'UE un peu plus de 40% de ces recommandations ont été mises en œuvre, mais seulement 35% des recommandations sur les soins de santé.

DOC [EN](#) PDF

#### Commission européenne et Comité de politique économique : rapport 2015 sur le vieillissement, hypothèses sous-jacentes et méthodologies de projection

Ce premier rapport décrit les hypothèses macroéconomiques et les méthodologies de projection des dépenses liées à l'âge. Il sera complété en 2015 par un second rapport qui partira de cette analyse pour calculer les dépenses liées à l'âge, y compris celles liées aux soins de santé et aux soins de longue durée. Sur base de ces projections, des recommandations spécifiques par pays sont proposées dans le cadre du Semestre européen.

DOC [EN](#) HTML

#### Lettonie : sixième mission de surveillance post-programme

L'évaluation des services de Commission relève que les réformes entreprises pour lutter contre les inégalités sociales et l'accès inadéquat aux soins de santé pour les plus pauvres ont à peine avancé.

DOC [EN](#) HTML

#### Lettonie : avantages de l'Euro et nouveaux défis

Ce Country Focus analyse les dynamiques de prix, les coûts unitaires du travail, les investissements, l'évolution du secteur bancaire et des réformes structurelles en Lettonie avant et après l'introduction de l'euro le 1er Janvier 2014. Malgré les engagements pris lors de l'adhésion à la zone euro, la dynamique des réformes structurelles a ralenti et les autorités lettones n'ont pas réussi à faire des progrès significatifs dans des secteurs clés comme l'accès aux soins de santé et l'inégalité sociale.

DOC [EN](#) PDF

#### Irlande : seconde mission de surveillance post-programme

La Commission européenne et la BCE relèvent d'une part que les dépassements budgétaires dans le secteur des soins de santé ont augmenté par rapport à 2013. D'autre part, les axes clés des réformes des soins de santé progressent, mais de nouvelles avancées seront nécessaires pour réaliser des gains d'efficacité supplémentaires et mieux contrôler les dépenses de santé sans compromettre les prestations des soins de santé. Malgré des progrès significatifs, le processus d'ajustement macroéconomique doit se poursuivre et des défis importants demeurent.

DOC [EN](#) HTML

#### Commission européenne : examen annuel de croissance 2015

L'adoption de l'examen annuel de croissance 2015 lance le Semestre européen sur la coordination des politiques économiques et budgétaires. La Commission y décrit les principaux éléments de son nouveau programme pour l'emploi et la croissance, y compris dans le secteur des soins de santé.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

### Commission européenne : projets de plans budgétaires 2015 de sept Etats membres en risque de non-conformité

La Commission européenne a achevé son évaluation des projets de Plans Budgétaires 2015 des 16 pays de la zone euro, se concentrant sur leur conformité avec les dispositions du Pacte de croissance et de stabilité. Pour sept pays (la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, la Malte, l'Autriche et le Portugal), l'avis de de la Commission indique un risque de non-respect. Elle leur demande de prendre les mesures nécessaires dans le processus budgétaire national afin de s'assurer de la conformité du budget au Pacte.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

### Lettre de mission de Jean-Claude Juncker à Valdis Dombrovskis vice-président pour l'Euro et le Dialogue Social

Dans cette lettre de mission, le président de la Commission européenne lui a demandé d'accorder pendant son mandat une attention particulière au renforcement de la nature multilatérale du processus de gouvernance économique au niveau de l'Union européenne, à l'implication d'une plus large gamme d'acteurs nationaux et à une meilleure connaissance des spécificités des Etats membres au sein de la Commission. Il suggère également le remplacement de "la troïka" par une structure plus démocratiquement légitime et plus responsable, ainsi que la préparation d'évaluations d'impact social en plus des évaluations de viabilité fiscale.

DOC [EN](#) PDF

## 6 Jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal de l'UE

### Arrêt CJUE : un ovule qui ne peut se développer en être humain est brevetable

Selon la Cour dans l'arrêt *International Stem Cell Corporation* (C-364/13), un organisme incapable de se développer en un être humain ne constitue pas un embryon humain au sens de la directive sur la protection juridique des inventions biotechnologiques. Dès lors, les utilisations d'un tel organisme à des fins industrielles ou commerciales peuvent, en principe, faire l'objet d'un brevet.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) PDF | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

### Arrêt CJUE : remboursement des frais médicaux engagés à l'étranger

Selon la Cour dans l'arrêt *Petru* (C-268/13) le remboursement des frais médicaux engagés à l'étranger ne peut pas être refusé lorsqu'un défaut de fournitures médicales de première nécessité empêche l'assuré de recevoir les soins hospitaliers en temps opportun dans son pays. Cette impossibilité doit être appréciée tant au niveau de l'ensemble des établissements hospitaliers aptes à dispenser les soins dans l'État membre en question qu'au regard du laps de temps au cours duquel les soins peuvent être obtenus.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) PDF | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

### Arrêt CJUE : droit du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament de référence de s'opposer à la mise sur le marché d'un générique

Selon un arrêt de la Cour dans l'affaire C-104/13, le fabricant d'un «médicament de référence» peut, sous certaines conditions, légalement contester une autorisation de commercialisation d'un médicament générique. Ce droit de recours est garanti par la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

### Arrêt CJUE : règles de calcul des indemnités d'accident du travail défavorables aux travailleurs masculins

Dans l'affaire C-318/13, la Cour de justice a condamné le régime d'assurance accident

finlandais appliquant des règles de calcul défavorables aux travailleurs masculins suite à la prise en compte d'un facteur actuariel basé sur l'espérance de vie statistiquement plus courte des hommes par rapport aux femmes. Un tel critère est jugé contraire à la directive 79/7/EEC sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt CJUE : service de transport sanitaire d'urgence et maîtrise des coûts**

Dans l'affaire C-113/13, la Cour de justice a jugé qu'afin de garantir la finalité sociale du service de transport sanitaire d'urgence et de maîtriser son coût, les États membres pouvaient confier par priorité et par voie d'attribution directe ces services à des organismes de bénévolat.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt CJUE : exclusion d'un établissement hospitalier public aux procédures d'attribution de marchés publics**

Dans l'affaire 568/13, la Cour de justice a jugé qu'une législation nationale excluant la participation d'un établissement hospitalier public aux procédures d'attribution de marchés publics, en raison de sa qualité d'organisme public économique était contraire au droit de l'Union si cet établissement est autorisé à opérer sur le marché conformément à ses objectifs institutionnels et statutaires.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt TUE : condamnation de l'Ordre national des pharmaciens français pour restriction de la concurrence sur le marché des analyses de biologie médicale**

Dans l'affaire T-90/11, le Tribunal de l'Union européenne a confirmé que l'Ordre national des pharmaciens français a restreint la concurrence sur le marché des analyses de biologie médicale. Le Tribunal ramène cependant l'amende infligée par la Commission de 5 à 4,75 millions d'euros.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [FR](#) PDF

➤ **Conclusions : règles de calcul des pensions d'invalidité permanente réduisant le montant de la pension due à des travailleurs à temps partiel et introduisant de ce fait une discrimination fondée sur le sexe, contraire au droit communautaire**

Selon l'avocat général Yves Bot se prononçant dans le cadre de l'affaire C-527/13, une disposition de la loi espagnole en matière de calcul des pensions d'invalidité permanente est contraire au droit de l'Union. Cette disposition, qui aboutit à réduire le montant de la pension d'invalidité permanente due à certains travailleurs à temps partiel, introduit une discrimination indirecte fondée sur le sexe.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) PDF | DOC 2 [FR/NL](#) HTML

➤ **Conclusions : responsabilité du producteur en cas de dispositifs médicaux défectueux et de dommages causés par des lésions**

Selon l'Avocat général Bot se prononçant dans l'affaire C-503/13, un dispositif médical implanté dans le corps d'un patient doit être regardé comme défectueux lorsqu'il a les mêmes caractéristiques que d'autres dispositifs dont il est avéré qu'ils présentent un risque de défaillance sensiblement supérieur à la normale ou qu'ils ont déjà présenté, en nombre important, des défaillances. Le producteur du produit défectueux est responsable des préjudices corporels lorsqu'ils présentent un lien de causalité avec le défaut.

DOC [FR/NL](#) HTML

➤ **EFTA : Lettre de notification formelle à la Norvège quant aux critères d'accès aux soins hospitaliers dans d'autres Etats de l'EEA**

L'Autorité de Surveillance de l'EFTA a conclu que la législation norvégienne établissant des critères d'accès à ses soins de santé pour les autres Etats de l'EEA était contraire à l'article 20 du Règlement UE 883/2204.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

## 7 Concurrence

### Commission européenne : publication du 5ème rapport sur les règlements amiables en matière de brevets dans le secteur pharmaceutique

La Commission européenne a présenté, le 5 décembre dernier, son 5ème rapport sur les règlements amiables en matière de brevets dans le secteur pharmaceutique. Si le nombre de ces règlements est en hausse, celui de ceux susceptibles de donner lieu à des enquêtes en matière anticoncurrentielle s'est stabilisé à un niveau bas.

DOC [EN](#) PDF

### Concentrations : la Commission autorise l'acquisition, sous conditions, de Covidien par Medtronic

La Commission a autorisé le projet de rachat de Covidien, un fabricant irlandais d'appareils médicaux présent dans le monde entier, par Medtronic, une entreprise établie aux États-Unis et spécialisée dans le domaine des technologies et des thérapies médicales.

DOC [EN/FR](#) HTML

### Concentrations : la Commission autorise, sous conditions, l'acquisition d'une partie des activités de Cegedim par IMS Health

La Commission européenne a autorisé le projet d'acquisition par IMS Health d'une partie des activités «gestion de la relation client et données stratégiques» de Cegedim S.A. moyennant la cession par IMS d'une partie de ses activités «études de marchés primaires» et de l'octroi aux tiers d'un accès à la structure «modulaire» qui sous-tend ses données de suivi des ventes.

DOC [EN/FR](#) HTML

### Aides d'État : le système slovaque d'assurance maladie obligatoire ne comporte aucune aide d'État

Au terme d'une enquête approfondie, la Commission européenne est parvenue à la conclusion que le système slovaque d'assurance maladie obligatoire ne comportait pas d'éléments d'aide d'État.

DOC [EN/FR](#) HTML

### Aides d'État : enquête approfondie au sujet d'une partie du financement public des hôpitaux publics bruxellois IRIS

La Commission européenne a ouvert une enquête approfondie afin de vérifier si des mesures spécifiques de financement des déficits accordées par les autorités publiques bruxelloises aux seuls hôpitaux publics IRIS de la Région de Bruxelles-Capitale, et non aux hôpitaux privés de la région, sont conformes aux règles de l'UE en matière d'aides d'État.

DOC [EN/FR](#) HTML

### Allemagne : le Bundeskartellamt renforce la concurrence dans la vente de bandes test de glycémie en Westphalie-Lippe

L'autorité de la concurrence allemande, le Bundeskartellamt, a conclu sa procédure d'entente contre l'association des pharmaciens de Westphalie-Lippe (AVWL) à Münster. Cette association avait convenu avec les principaux fonds d'assurance-maladie que les patients se verraient fournir des bandes test de glycémie de préférence par des pharmacies en Westphalie-Lippe et à cet effet avait conclu une clause interdisant les fonds d'assurance-maladie de contrôler et d'influencer l'achat de ces bandes.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Bulgarie : la Commission pour la protection de la concurrence recommande une représentation plus large des parties intéressées dans la procédure d'adoption des actes réglementaires dans le domaine des soins de santé**

La Commission sur la protection de la concurrence (CPC) a adopté un plaidoyer indiquant que le cadre juridique régissant le processus de prise de décision dans le secteur de l'assurance-maladie obligatoire devrait être clarifié, et que toutes les entités susceptibles d'être affectées par des actes réglementaires instaurant les conditions, les volumes et les prix des services médicaux remboursés devraient être associées à l'élaboration et de l'adoption de ces actes (patients, hôpitaux,...).

DOC [EN](#) PDF

➤ **France : l'Autorité de la concurrence inflige une amende pour refus abusif de vente de bases de données d'informations médicales à des laboratoires pharmaceutiques**

L'Autorité de la concurrence a infligé une amende de € 5 700 000 à Cegecim SA pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché des bases de données de l'information médicale utilisées par les entreprises pharmaceutiques pour gérer leurs visites chez les médecins et les pharmacies en France.

DOC [FR](#) PDF

➤ **Pays-Bas : les prestataires de soins de santé Kwadrantgroep, Antonius Zorggroep en Nij Smellinghe/Pasana peuvent fusionner**

L'autorité du Consommateur et du Marché aux Pays-Bas (De Autoriteit Consument en Markt - ACM) autorise cette fusion à Friesland.

DOC [NL](#) PDF

## 8 Procédures d'infraction

➤ **Pays-Bas et Portugal : transposition complète des règles concernant les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers**

La Commission a adressé un avis motivé aux Pays-Bas et au Portugal leur demandant de transposer complètement la directive 2011/24/UE qui confère aux patients le droit de se faire soigner dans un autre État membre et de demander le remboursement de ces soins dans leur pays d'affiliation.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **République Tchèque, Roumanie, Slovaquie : transposition complète des règles concernant les soins de santé transfrontaliers**

La Commission européenne a adressé le 25 septembre dernier à la République tchèque, à la Roumanie et à la Slovaquie une demande formelle les invitant à notifier la transposition complète de la directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Roumanie : transposition complète des règles sur la reconnaissance des prescriptions délivrées dans un autre État membre**

La Commission européenne a adressé à la Roumanie une demande formelle l'invitant à transposer entièrement la directive établissant des mesures visant à faciliter la reconnaissance transfrontalière des prescriptions médicales (2012/52/UE). Cette directive vise à accroître la capacité des pharmaciens à comprendre et exécuter les prescriptions délivrées dans un autre État membre de l'UE aux patients qui exercent leur droit aux soins de santé transfrontaliers.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

**➤ Réseaux de référence européens : rapport de conférence**

Ce rapport publié en octobre fait état des débats menés au cours d'une conférence organisée par la DG SANCO le 23 juin dernier. Cette conférence a réuni des experts et des professionnels de la santé, des autorités nationales et des décideurs et visait à discuter de l'organisation de réseaux fortement spécialisés et leurs membres à travers l'UE.

DOC [EN](#) PDF

**➤ Conseil : accord partiel sur la protection des données administratives**

En vue du futur règlement sur la protection des données, la majorité des Etats membres soutiennent l'approche de la présidence italienne concernant les données collectées par les autorités publiques. L'orientation générale partielle de la présidence donne aux États membres une plus grande flexibilité à se distancier de la future réglementation lorsqu'il s'agit de ces données administratives (santé, emploi). Tout en soutenant le texte, beaucoup ont exprimé des préoccupations sur certains points du texte. La Belgique aurait voulu des définitions plus précises relatives à la santé.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

**➤ Eurostat : le cancer responsable d'un décès sur quatre dans l'UE28 en 2011**

Le cancer a été la cause de décès de 1,281 million de personnes dans l'UE28 en 2011, étant ainsi responsable de plus d'un quart des décès (26,3%), a indiqué Eurostat le 25 novembre dernier.

DOC [EN](#) PDF

**➤ Eurofound : rapport sur l'accès aux soins de santé en période de crise**

Le rapport examine les groupes de la population qui ont connu une réduction de l'accès aux soins de santé du fait de la crise. Il présente des exemples de mesures prises par les gouvernements et les prestataires de services en vue de maintenir cet accès pour les groupes qui se trouvent en situation de vulnérabilité.

DOC [EN](#) PDF

**➤ OCDE: Santé, Austerité et Crise économique - Evaluation à court terme dans les pays de l'OCDE**

Ce document passe en revue les retombées de la crise économique sur la santé et les soins de santé. Il fait la synthèse des résultats de diverses publications sur les effets des crises économiques des dernières décennies et décrit les récentes réformes des politiques de santé, en s'intéressant plus particulièrement aux pays les plus touchés. Enfin, il analyse, les relations empiriques qui existent entre le chômage et l'utilisation, la qualité et l'efficacité des soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

**➤ OCDE : les gouvernements doivent s'attaquer aux variations géographiques dans l'utilisation des soins de santé**

Les gouvernements devraient redoubler d'efforts pour améliorer leurs systèmes de santé afin d'éviter les interventions superflues, et pour que chacun, où qu'il vive, ait le même accès à des soins de santé de qualité, selon un nouveau rapport de l'OCDE. Geographic Variations in Health Care analyse les variations géographiques observées pour divers soins de santé fréquents et coûteux.

DOC [EN](#) HTML

Publication: **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les politiques de santé de l'Union européenne sans jamais oser le demander**

Cet ouvrage rend la politique de santé de l'UE dans son ensemble (et sa complexité) accessible au débat politique et technique. À cette fin, il se concentre sur 4 aspects de cette politique : les institutions, les processus et les pouvoirs de l'UE liés à la santé ; les mesures prises par l'UE en vertu de son mandat de santé ; les mesures prises dans d'autres domaines que celui de la santé et influant sur la santé et les systèmes de santé ; et, en raison de son importance croissante, la gouvernance financière et ce qu'elle signifie pour les systèmes de santé européens.

DOC [EN](#) PDF

Publication: **crise économique, systèmes de santé et santé en Europe : impact et incidences politiques**

Ce document résume les conclusions d'une étude menée par l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé afin d'analyser l'impact des mesures prises dans le domaine de la politique de santé pour faire face à la crise sévissant en Europe de 2008 à 2013.

DOC [EN](#) PDF

Première analyse des offres d'accès au marché dans le cadre des pourparlers Tisa

L'UE a présidé un cycle de négociations plurilatérales sur l'accord sur le commerce des services (Tisa) à Genève du 21 au 25 Septembre 2014. L'analyse des offres d'accès au marché présenté par les pays participant était liée aux discussions sur les textes réglementaires dans les secteurs de services spécifiques. Les discussions ont porté sur quatre disciplines réglementaires clés: les services financiers, les télécommunications, la réglementation et la transparence interne, et le mouvement des personnes physiques fournissant des services. Selon l'Agence Europe du 22 septembre 2014, trois nouvelles propositions ont été présentées portant notamment sur les services environnementaux et les services liés à la santé.

DOC [EN](#) HTML

TTIP : le Conseil UE déclassifie le mandat de négociations

Le Conseil UE déclassifie le mandat de négociations secrètes du partenariat transatlantique sur le commerce et les investissements avec les Etats-Unis.

DOC [EN](#) PDF

Publication: **les soins de santé transfrontaliers en Europe**

Ce nouveau Policy Summary explique comment les systèmes de santé européens réagissent à l'augmentation de la mobilité des patients et des professionnels de la santé dans l'UE.

DOC [EN](#) PDF

ECDC : la résistance aux antibiotiques est préoccupante

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies a publié ses dernières données à l'échelle européenne sur la résistance aux antibiotiques. Les données publiées révèlent, en 2013 pour la première fois, la résistance à la colistine, un médicament de dernière ligne contre les germes qui sont multi-résistants aux antibiotiques.

DOC [EN](#) PDF

EAHP : sondage sur la pénurie de médicaments

Selon un rapport de l'Association européenne des pharmaciens d'hôpitaux (EAHP), 86% des pharmaciens font état de difficultés d'approvisionnement en médicaments. Les États membres les plus touchés sont la Belgique, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. L'EAHP enjoint l'Union européenne à mener une action coordonnée pour répondre à la pénurie de médicaments.

DOC [EN](#) PDF



➤ **Article : inquiétudes des acteurs de la santé sur le TTIP**

Selon cet article publié dans « The Lancet », les acteurs du domaine de la santé s'inquiètent de la répercussion du partenariat transatlantique en cours de négociation sur la santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Article : Les docteurs peuvent-ils être formés dans une semaine de travail de 48 heures?**

Selon un article publié dans le British Medical Journal, la mise en œuvre de la Directive sur le temps de travail n'a pas eu d'impact négatif sur la qualité de la formation des médecins. L'article révèle néanmoins que la limite des 48h ne permet pas à certains spécialistes de se former.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Parlement européen: état des lieux sur TTIP**

Le Parlement européen a publié un état des lieux des négociations TTIP qui donne un aperçu rapide des principaux objectifs et des enjeux.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Eurohealth : édition spéciale dans le cadre du Forum Gastein**

La majeure partie des articles de ce numéro spécial concerne la santé et l'intégration européenne; la construction d'une politique européenne de la santé pour l'avenir; la télémédecine; la prise en compte sérieuse des changements, et la contribution de l'UE à la performance du système de santé.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Conseil nordique des ministres : les perturbateurs endocriniens grèvent lourdement les budgets de la santé**

Dans un rapport sur *Le coût de l'inaction: analyse socioéconomique des coûts liés aux effets des perturbateurs endocriniens sur la santé reproductive masculine*, le Conseil nordique des ministres du Danemark, de la Finlande, de l'Islande de la Norvège et de la Suède souligne l'impact des perturbateurs endocriniens sur la santé reproductive des hommes et leur coût important pour les budgets de santé. Les perturbateurs endocriniens sont des substances chimiques qui interfèrent avec le système hormonal, ce qui peut entraîner des effets nocifs sur la santé et l'environnement.

Après plusieurs retards dans la mise en œuvre de la législation sur les perturbateurs endocriniens, la Commission européenne a lancé une consultation le 29 Septembre 2014 sur la définition des critères pour identifier ces substances biocides et pesticides.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML

## **Brèves sur les soins de santé en Europe**

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),  
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten et Dalila Ghailani

[baeten@ose.be](mailto:baeten@ose.be)

[www.ose.be](http://www.ose.be)

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

[www.ose.be/health\\_newsletter/](http://www.ose.be/health_newsletter/)